

A photograph of a middle-aged male doctor with glasses and a light blue surgical mask. He is wearing a grey button-down shirt and has a red stethoscope around his neck. He is leaning over a patient, whose head and shoulder are visible in the foreground. The doctor is holding the patient's arm, possibly checking a pulse or blood pressure. The background is a bright, slightly out-of-focus clinical setting with a window.

Généralistes en voie de disparition

■ **LOIRET.** La profession ne parvient pas à se renouveler. Elle ne séduit plus les jeunes médecins peut-être rebutés par une charge de travail écrasante, comme en témoigne le docteur François Richard. Autour de Corbeilles, ils étaient douze. Il est désormais seul.

■ **ANTIDOTE.** Comment encourager de nouvelles installations ? Michel Pinson, 74 ans, un ex-praticien toujours actif dans le Montargois a ses remèdes. Un collectif d'élus du Centre-Val de Loire préfère, lui, interpeller le Premier ministre. ARCHIVE JÉRÉMIE FULLERINGER



« Le médecin généraliste va disparaître »

Témoignage

François Richard est le dernier généraliste de Corbeilles, un village de 1.544 habitants, entre plaine de Beauce et Gâtinais. En six ans, il a vu partir douze confrères dans un rayon de vingt kilomètres. Depuis qu'il s'est installé, en 1989, son quotidien a évolué. Et il craint que la situation s'aggrave dans les années à venir du fait du manque de relève.

Philippe Abline

Philippe.abline@centrefrance.com

Corbeilles, 1.544 habitants et une sucrerie, dont le panache blanc se voit à des kilomètres à la ronde. Il ne reste ici qu'un seul médecin, François Richard. « Douze sont partis en six ans dans un rayon de vingt kilomètres », a-t-il compté. Et lui posera le stéthoscope dans un an et demi. Avec l'angoisse de laisser 4.500 patients (la patientèle moyenne pour un généraliste se situe autour de 800) sans solution.

Ce n'est pas la fin de carrière que François Richard imaginait lorsqu'il s'est installé dans le cabinet occupé, au départ, par un seul médecin. C'était en 1989. Il avait 28 ans et il avait acheté une partie de la patientèle de son collègue. « À l'époque, il y avait des médecins dans tous les villages, nous étions en concurrence, un patient mécontent changeait de crèmerie ».

« Je me vois mal dire
"Venez dans
trois semaines" »

Lorsque son collègue a pris sa retraite, les recherches de François Richard pour le remplacer sont restées vaines. Depuis un an et demi, un remplaçant s'occupe de ses patients lorsqu'il prend des vacances. C'est sa seule respiration. Travaillant seul et sans secrétaire, il répond au téléphone, s'occupe des papiers, tente de faire face aux demandes liées à la pandémie. Ce n'est pas toujours possible. Il n'a pas pu appeler tous les non-vaccinés de sa patientèle pour les inciter à se protéger. Comme il aurait dû le faire. « Mes conditions de travail sont devenues intolérables », regrette le généraliste.

Sa conception du métier n'est plus partagée par beaucoup de

ses confrères. Lui ne donne pas de rendez-vous par exemple. « Je me vois mal dire à un patient qui a 39°C de fièvre, venez dans trois semaines. Ce n'est pas ça la médecine générale », considère le docteur.

Il ne réussit pas à dire non à ce couple de 75 ans, sans médecin traitant depuis deux ans, arrivant avec un dossier médical épais comme plusieurs bottins. Il ne peut pas davantage refuser l'accès à sa salle d'attente à cette dame de plus de 90 ans, diabétique, venue avec son déambulateur et dont une jambe présente une plaie. Cette patiente a bien un médecin traitant... mais en Gironde. Il la téléconsulte tous les trois mois, depuis Bordeaux, pour lui prescrire son traitement contre le diabète, tandis qu'elle se trouve dans la cabine de Saint-Maurice-sur-Fessard. Mais pour une blessure, par nature non programmée...

Quand François Richard ouvre la porte de sa salle d'attente, à 8 heures, les huit chaises sont très vite toutes occupées. « Six ou sept personnes font le pied de grue. » Les premiers arrivent vers 5 h 30. Pour quitter son cabinet à midi, il doit fermer la porte à 10 h 30. Puis il effectue « deux ou trois visites historiques » (comprenez chez des personnes âgées qui ne peuvent pas se déplacer et qu'il soigne depuis longtemps) avant de reprendre les consultations entre 15 h 30 et 16 heures. Jusqu'à 20 h 30 (en fermant les portes à 19 heures). Puis suivent les tâches administratives. Il est souvent 21 heures lorsque le médecin donne le dernier tour de clé.

« J'ai le sentiment de mal faire mon travail »

Tous les jours, on lui demande au téléphone s'il ne connaît pas de généraliste acceptant des patients. « On m'a même demandé le numéro de SOS médecins », sourit le généraliste, qui ne sait plus comment expliquer qu'à Corbeilles, ce n'est pas un service qui existe. « Depuis deux ou trois ans, lorsque je les reçois, les gens me remercient trois fois », note François Richard.

« J'ai le sentiment de mal faire mon travail », se rassombrit François Richard, qui voudrait

faire davantage de prévention, assurer un suivi plus attentif de ses patients atteints de maladies chroniques... Il ne peut pas se le permettre avec plus de quarante consultations au quotidien coupées par deux ou trois visites. Lors de sa journée de repos, le mercredi, il laisse les volets de son cabinet fermés lorsqu'il s'y rend. Pour éviter qu'on ne toque à sa fenêtre.

Une vie qui ne fait pas rêver les jeunes médecins

Ce n'est pas de cette vie dont rêvent les jeunes médecins. Des femmes en majorité, pas hostiles à l'étiquette « médecin de famille », mais préférant exercer en collectif plutôt que seules dans un cabinet. Et qui souhaitent s'installer là où leur conjoint peut exercer sa profession.

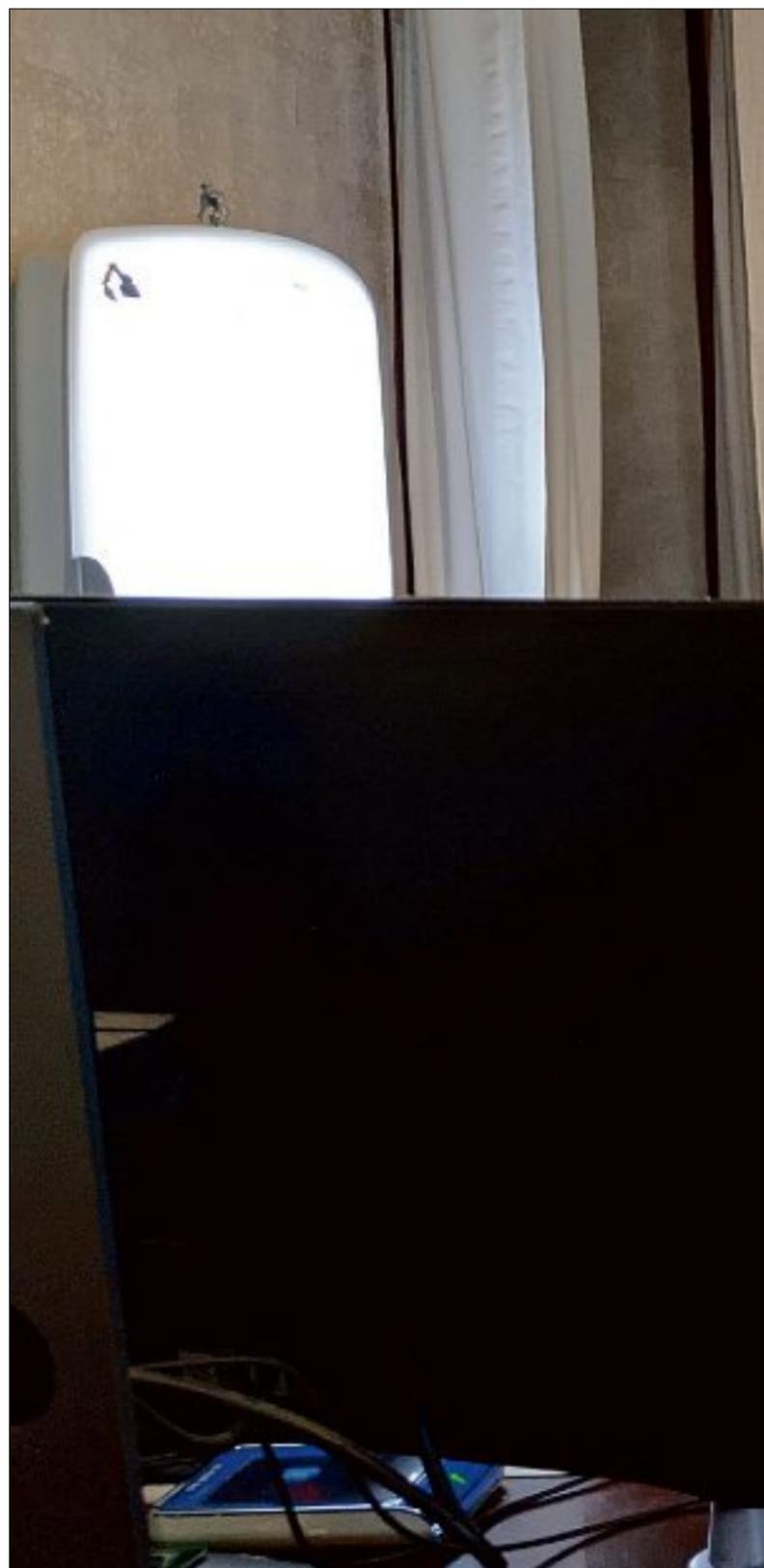
Et puis généraliste, avant de devenir une spécialité, était plutôt dévalorisé en faculté de médecine. J'ai entendu des professeurs dire : « Tu vas finir généraliste dans la Creuse. » Ce n'était pas un compliment.

François Richard est pessimiste : « Le médecin généraliste va disparaître, on le remplacera par des algorithmes qui prescriront des ordonnances sur Internet où on donnera davantage de compétence aux infirmiers et aux pharmaciens. » Dans un an et demi, il en est sûr, son cabinet fermera définitivement. ■

PRÉVISIONS

Démographie médicale. Le Loiret a perdu 12 % de ses médecins généralistes entre 2016 et 2021 (600 au lieu de 679). En Centre-Val de Loire, seul l'Indre-et-Loire n'en a pas perdu ou très peu (832 en 2021 au lieu de 834 en 2016). L'Indre, en revanche, a perdu 14 % de ses généralistes (198 au lieu de 229).

Autre chiffre inquiétant, 43,7 % des médecins du Loiret ont plus de 60 ans. En Centre-Val de Loire la situation la plus critique se situe dans l'Indre où le taux de généralistes âgés de plus de 60 ans atteint 46,1 %. Le taux le plus favorable est en Indre-et-Loire (28,1 %).



Pas facile de maintenir une activité libérale

TROP DE CHARGES. Alléger le planning mais assurer des consultations encore quelques demi-journées par semaine, des médecins y pensent avant de partir à la retraite. Mais ce n'est pas si simple. Christophe Tafani, président de l'Ordre des médecins du Loiret, déplore que certains de ces confrères soient découragés de le faire, en raison de la lourdeur des charges. Car avant même d'accueillir des patients, les médecins retraités font face à des frais, tels que l'activité ne peut être rentable au-dessous d'un certain seuil de temps d'exercice. Pour ces soignants qui sont encore prêts à reprendre le stéthoscope pour le remplacement occasionnel d'un confrère par exemple, seule l'activité salariée permet de continuer à exercer partiellement sans perdre d'argent.



CORBEILLES. De plus en plus isolé, le Dr François Richard dit faire face à une demande croissante et a le sentiment de ne pas pouvoir accorder assez de temps à ses patients. PHOTO PH. ABLINE

■ APPEL À CASTEX

À l'initiative de François Bonneau, président du conseil régional et d'Éric Chevée, président du Ceser, des élus de tout le territoire et de toutes tendances politiques lancent un appel pour rencontrer le Premier ministre, Jean Castex, au sujet de la démographie médicale.

Formation

Développer la formation des professionnels de santé sur le territoire est devenu primordial, comme le souligne le collectif 200 médecins dans lequel s'implique, en particulier, Stéphane Bathellier, le patron du Samu du Loiret.

Matignon sollicité

Les grands élus du Loiret, à leur tour, tapent du poing sur la table. Les revendications sont les mêmes : 200 étudiants de médecine de plus formés chaque année en Centre-Val de Loire, une faculté de médecine régionale se développant à Tours (où elle est actuellement) mais aussi à Orléans, formation des internes sur tout le territoire, dans les hôpitaux de tous les départements. Les élus demandent un entretien urgent avec Jean Castex.

Collectif

L'appel lancé au chef du gouvernement est signé par dix-neuf des trente-huit parlementaires du Centre-Val de Loire, de tous les départements excepté le Loir-et-Cher. Le collectif regroupe notamment les présidents de cinq des six départements du Centre-Val de Loire, les maires des villes préfecture et présidents des agglomérations ou métropoles régionale. On y retrouve les Loirétains Stéphanie Rist (LREM), Richard Ramos (MoDem), Marianne Dubois (UMP), Jean-Pierre Door (UMP), Hugues Saury (UMP) et Jean-Pierre Sueur (PS).

« Il faut redonner ses lettres de noblesse à la médecine générale »

Médecin retraité de 74 ans, Michel Pinson ne s'est jamais résolu à cesser totalement son activité.

Le généraliste avait créé son cabinet à Montargis, à 28 ans, en 1976. « C'était un temps où on pouvait s'installer, il fallait deux ou trois ans pour trouver son rythme. À partir de 1981-82, il y avait une masse de jeunes médecins, ils s'installaient dans le moindre petit village », se souvient Michel Pinson.

Le travail ne manquait pas. « Nous avions des journées à rallonge. » Quant aux gardes, du samedi, 20 heures, au lundi, 7 heures, elles n'étaient jamais inactives pour un secteur peuplé d'environ 40.000 habitants.

Ces gardes ne sont plus obligatoires et les horaires peuvent être mieux cadrés. Alors, pourquoi ce désintérêt pour la médecine de ville ? L'image de la médecine générale et libérale a été dévalorisée, selon Michel



CHÂLETTE-SUR-LOING. Michel Pinson, généraliste retraité, assure encore des vacations, tous les mois, au centre de santé. PHOTO PASCALE AUDITEAU

Pinson. Ceux qui la pratiquent auraient des compétences limitées. « On ne soignerait bien qu'à l'hôpital, c'est là-bas qu'il faudrait se rendre pour une urgence ».

Le Montargois a aussi pu constater un manque de considération pour les généralistes en face de médecine. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'il a souhaité être maître de stage, pour montrer aux étudiants le côté attractif de l'exercice en cabinet. Une de ses satisfactions a été d'en voir s'installer deux (un dans le Cher, l'autre en Auvergne) et même d'avoir été « coopté » par l'un d'entre eux pour siéger dans le jury lorsqu'il a soutenu sa thèse de doctorat.

Michel Pinson s'est aussi réjoui d'avoir trouvé un repreneur lorsqu'il a fermé son cabinet, en 2012. Ce à quoi ont malheureusement échoué bon nombre de ses confrères locaux. D'où le

problème de désertification qu'on connaît maintenant.

Les prescriptions

Pour soigner ce mal, Michel Pinson a ses prescriptions : redonner ses lettres de noblesse à la médecine générale par une revalorisation des tarifs (il ne croit pas, en revanche, au conventionnement différencié entre territoires surdotés ou sous-dotés), retrouver un équilibre entre médecine de ville et médecine hospitalière ou encore diminuer les charges administratives. Par ailleurs, il n'a rien contre le fait d'attribuer davantage de tâches (pas de compétences) aux infirmières. Mais il n'est pas fan de la téléconsultation.

Il reconnaît enfin le caractère attractif du salariat. Lui-même, à 74 ans, exerce encore des vacations au centre de santé de Châlette-sur-Loing pour répondre aux besoins. ■